



Le 9 octobre, ensemble à la conquête d'un autre avenir !

Nos salaires, pensions de retraite et minima sociaux stagnent et les dividendes versés aux actionnaires, multipliés par 5 en 30 ans, flambent !

En une décennie, les 10 plus riches fortunes françaises ont vu leur patrimoine quadrupler alors qu'il faut 6 générations à une famille pauvre pour atteindre le revenu moyen.

Les annonces gouvernementales et les contre-réformes successives ne font qu'amplifier le creusement de ces inégalités : une large majorité de la population juge injuste et inefficace la politique du gouvernement au service exclusif des intérêts patronaux.

La journée de mobilisation et de grève interprofessionnelle du 9 octobre à l'appel de la CGT, FO, Solidaires, FIDL, UNEF et UNL est le moment pour toutes et tous, salarié-e-s, retraité-e-s, privé-e-s d'emplois, lycéen-ne-s et étudiant-e-s d'exprimer le refus de cette politique détruisant briques par briques notre modèle social. C'est aussi le moment de transformer les attentes en une expression forte des revendications ; du lieu de travail à la rue.

Il est urgent de revendiquer :

- une augmentation des salaires, des pensions et des minima sociaux pour gagner du pouvoir d'achat ;
- la réalisation concrète de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes ;
- un service public de proximité pour toutes et tous qui mette fin aux inégalités territoriales et sociales ;
- l'arrêt des réformes régressives visant la casse des droits collectifs et les mécanismes de solidarité. Celles-ci favorisent l'émergence d'une logique de chacun pour soi inégalitaire où l'on ne reçoit qu'à la hauteur de ses moyens et non plus en fonction de ses besoins : remise en cause des conventions collectives et des statuts, réforme des assurances maladie et chômage, retraite ;
- le droit à la retraite à taux plein pour tous les salariés, dès l'âge de 60 ans et en deçà pour les travaux pénibles ;
- l'égalité d'accès à l'éducation et à la formation pour faciliter l'insertion des jeunes dans la vie active et la fin d'une logique de sélection aveugle du plus jeune âge jusqu'à l'université via Parcoursup ;
- une vraie politique d'investissement ciblée notamment sur les enjeux environnementaux qui assure l'avenir des générations futures.

Dans chaque entreprise, dans chaque administration, sur les lieux d'études, dans les lieux de vie, ensemble le 9 octobre, il est grand temps de nous faire entendre pour que le progrès social soit au rendez-vous !



Union départementale Force Ouvrière - Loire
Bourse du Travail (1^{er} étage) - Cours Victor Hugo - 42028 SAINT-ETIENNE CEDEX 1
Téléphone : 04 77 43 02 90
E-mail : udfo42@force-ouvriere.fr
site : <http://udfo42.fr/>

Emploi, salaires, service public, retraites : C'EST LE MOMENT DE SE MOBILISER

Ce qui coûte
"un pognon de dingue",
ce sont les exonérations,
les cadeaux au patronat
et l'évasion fiscale !

Plus de 70 % de la population désapprouve la politique de M. Macron, président des riches.

Encore des mesures antisociales pendant l'été : baisse des cotisations sociales, donc de notre salaire; nouvelles attaques contre le pouvoir d'achat des retraités; démantèlement de nos services publics (CAP 22) et de nos industries; casse de notre modèle social...
Ça suffit !

Ce ne sont ni les précaires, ni les salariés, ni les retraités, ni les services publics qui coûtent chers mais les exonérations de cotisations et l'évasion fiscale. **Tous ces cadeaux au patronat ne servent qu'à licencier et précariser, pour enrichir les actionnaires !**

***Tous ensemble, public et privé, jeunes et retraités
pour résister dans l'unité en affirmant nos revendications !***

Mardi 9 octobre 2018

En grève et en manifestation

Saint-Etienne : 10H30 Bourse du Travail

Roanne : 10H30 devant la permanence de la députée Nathalie Sarles

POUVOIR D'ACHAT

Augmentation des salaires, du point d'indice et des pensions, allocations et minima sociaux .

Non à l'augmentation de la CSG.

SERVICE PUBLIC

Défense et reconquête du service public accessible et de qualité sur tout le territoire dans l'intérêt des agents et de la population.

Non aux privatisations ! Non à la suppression de 120 000 postes de fonctionnaires !

CONQUÊTES COLLECTIVES

Garantie des emplois, des statuts, des conventions collectives et des missions : abrogation des lois El Khomri et des ordonnances Macron.

DROIT A LA RETRAITE

Retour au droit à la retraite à 60 ans pour toutes et tous à taux plein.

Maintien de tous les régimes par répartition (général, spéciaux, CNRACL, Code des pensions).

Non au régime unique par point.

Maintien des pensions de réversion.

SÉCURITÉ SOCIALE

Défense de la sécurité sociale basée sur le principe « chacun cotise selon ses moyens et reçoit selon ses besoins »

DROIT AUX ÉTUDES

Non à Parcoursup et à la sélection à l'université.

Maintien du baccalauréat comme diplôme national.